

Toutefois, comme des milliers de personnes meurent tous les jours, il faudra bien que quelqu'un cède; donc plus nous aurons d'avions prêts à transporter des vivres en effectuant des vols de jour, mieux cela vaudra.

• (8.20 p.m.)

Nous ne pourrions certainement pas continuer les vols de nuit, car j'ai tout lieu de croire que les Nigériens ont repéré tous ces vols au radar et ce n'est qu'une question de temps avant qu'ils descendent ces avions; nous ne voulons certes pas que nos avions soient abattus. Le Canada est bien vu des deux côtés. En fait, tous deux nous supplient presque de les aider. Ils respectent le Canada peut-être plus que tout autre pays. Ils estiment que nous avons un prestige que n'ont pas les autres pays et que nous pouvons exercer une certaine influence. Ils désirent notre aide. Je pense qu'il importe de mettre fin à la guerre par tous les moyens possibles. Les combats doivent cesser. Nous pouvons fournir les aliments et autres secours, mais à moins que les combats cessent, une grande part de la misère va demeurer et on peut se demander jusqu'où elle ira.

Je propose que le Canada s'offre comme médiateur en vue d'un cessez-le-feu. Il serait ensuite possible, peut-être, de régler le problème politique, le Canada servant d'intermédiaire entre les deux parties. Je crois que non seulement le Canada serait accepté par les deux côtés, mais qu'il le serait avec enthousiasme. On devrait écarter toute autre considération, quant à la situation politique, au fait la reconnaître, au rôle des armes, et le Canada devrait se limiter aux problèmes humanitaires.

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, j'espère que mes commentaires sur de la question à l'étude seront assez brefs. J'espère aussi pouvoir éclairer le sujet sans l'envenimer. Le préopinant a demandé que nous n'en fassions pas une question de politique. Je ne crois pas qu'on l'ait fait dans ce sens. Néanmoins, je crois que nous avons le devoir d'exprimer nos opinions franchement. Quand nous décelons un défaut ou une lacune dans la politique ou dans la position du gouvernement, nous avons le devoir de le dire, malgré toutes nos hésitations à nous engager dans une discussion ou à tourner en question de politique la souffrance des Biafrais. Nous cherchons à prendre une bonne orientation et à la garder. Ce doit être notre but.

[M. Stewart. (Chochrane).]

D'une façon, je suis un peu déçu, mais j'espère qu'on remédiera à la situation sous peu. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Sharp) a indiqué pendant l'heure du souper qu'il avait, sauf erreur, certaines propositions constructives à faire au sujet de la position du Canada face à ce problème. Je suis assez déçu qu'il ne l'ait pas fait plus tôt dans la journée; cela aurait permis à tous les députés d'en discuter librement. J'espère qu'à la première occasion il soumettra ses idées à la Chambre et au pays, même si c'est un peu tard puisque nous avons discuté les problèmes du Nigéria et du Biafra presque toute la journée.

Comme mon préopinant l'a laissé entendre, nous ne voulons pas faire de cette question un jeu compétitif et je suis convaincu que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures ne le veut pas non plus. Par conséquent, je lui conseillerais de présenter ses projets et ses idées à la Chambre le plus rapidement possible afin qu'ils puissent être discutés.

Permettez-moi d'ajouter que j'accepterais peut-être volontiers les normes et les objectifs exposés par le premier ministre (le très hon. M. Trudeau) dans son discours cet après-midi, lorsqu'il a dit qu'on doit juger le gouvernement d'après un critère, et un seul, celui-ci: le gouvernement s'est-il comporté correctement et sagement? Sauf erreur, ce sont là les mots qu'il a employés; je l'aurais dit autrement. Je n'aurais pas placé le mot «correctement» avant le mot «sagement». Cela révèle peut-être, jusqu'à un certain point, l'attitude du gouvernement, mais je ne veux pas chicaner sur les mots.

Je suis disposé à l'accepter peut-être non pas comme la façon la plus heureuse de formuler le problème, mais comme un critère de la position du gouvernement. Certes, le premier ministre a dit plus tard qu'il existe seulement une norme qui permette de juger une mesure particulière: son efficacité. Je l'admets. En d'autres termes, sera-t-elle efficace comme aide aux personnes qui souffrent, ou en tant que moyen permettant d'arriver à un arrêt des hostilités, cause fondamentale de toutes ces souffrances. J'accepte ces normes aux fins de la présente discussion. Elles ne sont pas présentées exactement de la façon dont je les aurais présentées, mais je les accepte.

J'en suis venu à la conclusion, à en juger par ces normes, que la politique du gouvernement à ce jour a été un échec. J'espère que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures fera ce soir à la Chambre des suggestions qui per-